

PROCÉDURE D'ÉLECTION DES MAIRES

Sellal et Belaïz au secours
d'Ould Kablia

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, vient de saisir le Premier ministre Abdelmalek Sellal ainsi que le président du Conseil constitutionnel, Tayeb Belaïz, à propos d'un problème qui risque de provoquer beaucoup de vagues dans les jours à venir : l'application de l'article 80 du code électoral fixant les modalités de désignation du président de l'Assemblée populaire communale.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ce que nous apprenons d'une source très bien informée. «C'est au moment de préparer une circulaire qu'il adressera prochainement aux walis pour expliciter les modalités pratiques de l'élection du président d'APC que régit, désormais, l'article 80 du code électoral du 12 janvier 2012, qu'Ould Kablia découvre la faille.» En fait, le législateur n'ayant pas pris en considération le fait que les Assemblées communales en Algérie sont toutes composées d'un nombre impair de sièges, il devient impossible d'appliquer cet article 80 dans certains cas. Or, que stipule cet article ? «(...) Le candidat à l'élection de président de l'Assemblée populaire communale est présenté sur la liste ayant obtenu la majorité absolue des sièges (...)». Soit. Mais dans une assemblée de 13 membres, de 15 membres, de 17 membres, etc. à partir de combien de membres peut-on s'estimer être en possession d'une majorité absolue ? «La règle est universelle. Elle est connue : la majorité absolue, c'est 50% plus une voix. Et en l'espèce, il s'agit de sièges et donc de personnes. Comment dégager cette majorité absolue à partir d'un nombre impair ? Pour une assemblée



Abdelmalek Sellal.

constituée de quinze sièges, par exemple, comment va-t-on fixer la majorité absolue ? L'application de l'article 80 donnerait, pour ce cas de figure, 7,5 membres plus un membre ! Une aberration ! Alors, la seule solution raisonnable serait d'interpréter ces taux en termes humains et, dans ce cas, arrondir les chiffres mais vers le haut. Pour rester dans notre exemple, ce serait 8 plus une voix au lieu de 7,5 plus une voix ! Mais une telle interprétation ne peut être faite par le seul ministre et nécessite l'avis du gouvernement mais surtout le feu vert du Conseil constitutionnel, une institution qui, pourtant, ne s'implique jamais dans le processus des élections locales. A en croire toujours notre source, le Conseil constitutionnel n'aura d'autre choix, pour rattraper



Tayeb Belaïz.

cette anomalie, que de «revenir aux règles générales contenues dans le code de procédure civile». Ceci étant, et avant de finaliser sa circulaire, Ould Kablia a adressé, hier lundi, une note à l'ensemble des walis auxquels il enjoint d'observer une stricte neutralité par rapport aux élections des P/APC et même des tractations qui les précèdent. Le ton de cette note, dont nous avons pu obtenir une copie, est d'une fermeté irréprochable : «En prolongement des instructions déjà données concernant l'attitude à tenir pour la conduite des opérations électorales des élections locales du 29 novembre 2012 (...) et en prévision de tractations politiques entre élus et entre formations politiques pour l'élection du président d'APW, des présidents d'APC et de membres de leur exé-



Daho Ould Kablia.

cutif, honneur de vous demander de veiller à faire observer par l'ensemble des services placés sous votre autorité une attitude neutre et impartiale.» Le ministre de l'Intérieur insiste sur le devoir pour l'administration de rester à l'écart, «s'abstenant de tout commentaire, fait ou immixtion dans les tractations en cours. Seule l'application de la loi devra guider l'action des services administratifs loin de toute attitude incompatible pouvant être mise à profit pour porter atteinte à la crédibilité de l'Etat et à l'intégrité du dispositif électoral mis en œuvre». Ould Kablia termine sa missive par cette phrase qui a valeur d'une véritable mise en garde dans le jargon administratif «importance particulièrement signalée».

K. A.

LE PARTI A RÉCOLTÉ 362 SIÈGES
AUX DERNIÈRES LOCALES

La satisfaction du PLJ

«Nous ne sommes pas un parti sur mesure», a déclaré le président du PLJ pour qui les résultats de son bébé, âgé d'à peine sept mois, aux locales de jeudi dernier, sont le fruit d'une judicieuse stratégie et constituent un pas, le premier pour le parti, pour se positionner sur l'échiquier politique national.

M. Kebci -Alger (Le Soir) - Mohamed Saïd, qui dressait, hier, le bilan de la participation de son parti au double scrutin local du week-end dernier, se dit réjoui de la moisson récoltée à l'occasion. 341 sièges APC et 21 autres, APW, ce qui confère au parti respectivement le 13^e rang et le 15^e rang à l'échelle nationale. Un résultat qu'il faudra relativiser, précisera le patron du PLJ, puisque le parti n'a participé qu'avec 179 listes au niveau communal et 16 autres aux APW au niveau de 33 wilayas.

Un choix découlant de la stratégie du parti de faire dans la prudence, expérimentée lors des législatives du printemps dernier avec le score nul que l'on sait et qui a fait même songer Mohamed Saïd à renoncer

à l'activité politique, convoquant même le conseil national du parti pour discuter de l'option de sa dissolution.

Ce que le ministre de la Communication tentera de démentir, invitant la presse à relire toute la littérature du parti à ce sujet, préférant parler de «déception» et non de renoncement à l'action politique.

A propos de la fraude que plus d'un parti participant à ces joutes locales a tenu à dénoncer, Mohamed Saïd, reprendra les mêmes propos qu'il a tenus lors des dernières législatives, invitant presque ceux qui en parlent à présenter des preuves matérielles de leurs accusations.

Le patron du PLJ, qui entrevoit une volonté de changement en douceur, lui qui était pessimiste avant



Mohamed Saïd

son entrée au gouvernement début septembre dernier, quant à tout exercice politique libre sans aucune contrainte, dit s'atteler, désormais, à la restructuration de son parti dans le sillage de cette bonne récolte aux locales. «Nous allons bientôt entamer une vaste campagne de structuration des rangs du parti avec comme point d'orgue, la tenue d'un congrès extra-

ordinaire l'année prochaine.» Au sujet des alliances, nécessaires à la désignation des maires et des P/APW Mohamed Saïd dira avoir retenu quatre critères pour ce faire. L'intégrité, la probité des candidats adverses se recrutant parmi, précisera-t-il, les partis nationalistes, et puis les particularités et la cohésion locales.

M. K.

ÉLECTIONS LOCALES
DU 29 NOVEMBREJil Jadid satisfait
de ses résultats

Ayant engrangé pas moins de 125 sièges au niveau des APC avec à la clé cinq maires dont trois directement sortis des urnes, alors que le parti n'a présenté que 77 listes, Jil Jadid s'offre une toute petite place sur l'échiquier politique national.

Son premier responsable, qui s'exprimait, hier, lors d'une conférence de presse, s'est dit satisfait de cette moisson d'autant plus, affirmera-t-il, que le parti s'est emparé de municipalités emblématiques, telles que Oued Tilet à Oran, Kemis Miliana à Ain Defla ou encore à Skikda.

Sofiane Djillali, pour qui le travail ne fait que commencer puisqu'il s'agit désormais de passer du discours politique à l'acte politique par la gestion des collectivités locales, reviendra sur bien des aspects qui ont caractérisé le double scrutin local de jeudi dernier. D'abord la trop forte abstention, «pas très bon pour l'avenir du pays car elle constitue une fracture entre la classe politique et les populations». Ce qui est, estimera encore le patron de Jil Jadid, dans l'intérêt du pouvoir qu'il interpellera, par ailleurs, sur les nombreux cas avérés de fraude au sujet desquels il réclamera des sanctions exemplaires.

Sofiane Djillali dira regretter la démarche de l'institution militaire qu'il accusera de favoriser des partis bien précis alors que son rôle est de protéger la nation tout entière. Il dénoncera également l'intrusion en masse de l'argent sale dans la scène politique qui constitue, à ses yeux, un grave danger, révélant que la campagne électorale de son parti n'a coûté que 25 millions de centimes puisés des seules poches des militants.

M. K.